L'épine noire

Apériodique - automne 2012 - numéro 2

PRIX LIBRE

JOURNAL DE CONTRE-INFORMATION
POITIERS ET ALENTOURS

EDITO

SOMMAIRE

Chroniques de la guerre sociale p.3

Quand ça déborde enfin... p.6

A toute vitesse! p.8

#NDDL p.12

Les petits calculs du «Grand Poitiers» p.14

Availles s'envoie en l'air p.16

Civaux, toujours Civaux p.18

La prison tue p.19

Des puces électroniques dans les livres p.20

Jeux p. 22

Novembre 2012.
Tsahal, l'armée israélienne annonce sur *Twitter* le début de l'opération « Pilier de défense » sur la bande de Gaza. Offensive militaire après celle de « Plomb Durci » en Janvier 2009 afin de terroriser pour dominer les palestiniens dans leur entreprise coloniale.
C'est sans doute là où l'État israélien est supérieur, ça n'est pas tant dans le nombre de morts et dégâts matériels que dans sa capacité de contrôler tous les aspects de la vie des palestiniens dans des territoires réduits.
La maîtrise de la géographie est une science redoutable qui, aux mains de l'État et de ses bureaucrates prend le nom « d'aménagement du territoire ».
Ici, de l'autre coté de la Méditerranée cela passe par la prolifération des grands travaux d'infrastructures : lignes THT, autoroutes terrestres et maritimes, aéroports, LGV, centrales nucléaires, prisons, etc. Tout ce qui fait que les flux de cette économie marchande et les rapports sociaux de classes qui en découlent tiennent.
Cependant, des luttes populaires émergent (comme celle contre l'aéroport de Notre-Dames des Landes, ou celle contre le train a grande vitesse entre Lyon et Turin) contre ces « évidences », ces « nécessités » et autres injonctions structurelles et économiques de *« Temps de Crise »*.
La crise que nous vivons sera peut être le tombeau du gouvernement socialiste au pouvoir, à l'image de la Grèce ou de l'Espagne, incapable d'amorcer le changement promis à ses électeurs. Ce qui ne nous surprend guère car nous n'attendions rien de cette « alternance » politique, mais nous ne sommes pas les seuls. La légitimité de l'économie capitaliste (et du pouvoir politique), qu'elle se pare du vernis démocratique, du visage autoritaire ou du cadre islamique, est remise en cause partout dans le monde par des mouvements populaires : Égypte, Chine, Tunisie, Afrique du Sud, Espagne, Grèce, etc.
Apériodique et local est l'Épine Noire, nous n'oublions cependant pas le monde dans lequel nous vivons.
Ici, à Poitiers, l'opération « ville propre » suit son cours : les travaux de la rénovation urbaine « Cœur d'Agglo », les patrouilles de flics omniprésentes à pied ou en voiture, les traques aux sans-papiers, les prisonniers déplacés à Vivonne, la technopole du Futuroscope (et ses centres d'appel), des squats qui prennent feu comme par enchantement, le TAP pour amuser le « Plateau », les constructions de LGV, flics partout, zonards nulle part. L'heure est toujours à la neutralisation des gens qui luttent, au nettoyage des indésirables, pour tirer son épingle du jeu dans la compétition entre les grandes villes (Métropole mon amour !), afin d'attirer la petite bourgeoisie branchée qui vient consommer du divertissement, du bar *lounge*, des rues sûres et propres.
Mais ce n'est pas fini car les indésirables sont encore là, ils s'auto-organisent de différentes manières dans cette guerre sociale, pour ne pas plier face aux notables locaux, aux camelots et à leurs forces armées, qui semblent un peu trop sûrs de leurs prérogatives.

Chroniques de la guerre sociale

Préavis de grève chez Vitalis pour le jour de la rentrée scolaire*

Chez Vitalis, une grève unitaire se profile pour le jour de la rentrée scolaire, un choix stratégique qui semble démontrer un profond malaise. C'est le syndicat « Solidaires transport Vitalis » qui, le premier, a annoncé hier le préavis de grève de 55 minutes prévu pour le mardi 4 septembre, de 7 h 45 à 8 h 40. Reconductible, ce mouvement répond à quatre revendications : le climat social, les conditions de travail dans tous les services (conducteurs, administratifs, atelier), les salaires et les accords pour les plus de 55 ans. Une demande de rendez-vous avec Alain Claeys, président de Vitalis, a par ailleurs été envoyée hier puisque le syndicat souhaite traiter avec les élus la problématique qu'il juge principale à savoir le climat social. « Solidaires transport Vitalis » va même jusqu'à demander « que le contrat du directeur ne soit pas renouvelé ».

Il mord un contrôleur : prison avec sursis*

Le 18 juillet dernier, les contrôleurs de Vitalis sont dans le bus. Ils repèrent Juan, 32 ans, dont le titre de transport est périmé depuis vingt minutes. Le contrôle dans le bus se passe sans encombre jusqu'à ce que le passager se rapproche de la sortie.
Les contrôleurs suspectent un projet de sortie de force à l'arrêt suivant. Ils bloquent les issues de l'autobus. Juan s'énerve : un contrôleur est mordu sévèrement à l'épaule. Un autre prend deux coups de poing. L'agresseur s'enfuit avant de se faire interpeller quelques minutes plus tard.
Vendredi, devant les juges, le prévenu n'a pas contesté avoir mordu l'un des deux contrôleurs. Les coups de poing étaient, selon lui, des gifles. Le tribunal l'a condamné à quatre mois de prison avec sursis. Il doit régler 400 € de préjudice moral à chaque contrôleur et 1.000 € de préjudice commercial pour Vitalis.

En attendant de pendre ton patron, siphonne-le!

Un chauffeur-routier s'est fait gauler par la maréchaussée avec sept bidons de 20 litres, en train de siphonner un camion de 38t qui appartient à la boite de son patron. En GAV (garde-à-vue) il a dit aux flics qu'il a, pendant trois mois, siphonné plus de 4.000 litres.... Sissi !

Quelques chiffres

D'après le greffe du commerce de Poitiers, il y a eu 115 faillites de boites entre janvier et aout 2012 dont 60% en liquidation judiciaire. Ce qui fait toujours moins que l'an passé à la même période où ce furent 216 boites qui ont mis les clés sous la porte...

Epée de Damoclès au Futuroscope

2012, les emplois dans les centres d'appels situés sur le site de la technopole du Futuroscope dans le Nord de la Vienne sont en baisse et pour cause la délocalisation est en cours dans des pays francophones tels que le Maroc ou le Sénégal car le coût du travail y est très bas. Malgré les différentes mobilisations de ces derniers temps, les conditions de travail ne se sont pas améliorées et les salaires sont toujours peu élevés, d'où un turnover important. De plus, nombre de CDD et d'intérims ne sont pas renouvelés, ce qui prévoit une année assez obscure pour le début d'année 2013 où les régions de Rouen, de Caen et de Poitiers vont être durement touchées.

Centres d'appels vs. prolétaires

« On a affaire à la plus grande fraude au code du travail, 1.877 salariés sont concernés. La société SFR a violé ses engagements ». C'est par cette phrase que l'avocat illustre ce qui se joue en ce jour de juillet 2012 aux prud'hommes de Poitiers. Des ex-salariés du site de Chasseneuil-du-Poitou (Technopole du Futuroscope) ont attaqué leurs boites (SFR et Aquitel) car elles se sont entendues afin de transférer ces mêmes salariés à Teleperformance, basée sur Toulouse pour que les salariés evitent de jouir de leurs droits dans le cadre de licenciements économiques et les forcer à des départs volontaires. La justice n'a pas encore tranché, verdict en mars 2013.

*Tirées telles quelles de la presse quotidienne régionale

Hopital du Blanc : la mobilisation continue

La mobilisation est toujours aussi forte au Blanc (Indre) afin de sauver les services de maternité et de chirurgie. Le comité de défense du centre hospitalier, très soutenu par des élus locaux, est en négociation avec l'ARS (agence régionale de santé) et la ministre de la Santé Marisol Touraine pour établir des réunions de travail pour le maintien de ces services. Affaire à suivre...

Culasse, hélas, prélasse

Avril 2012, les fondeurs du Poitou-Alu à Ingrandes (Vienne) apprenne qu'il ont un nouveau repreneur : Saint-Jean Industries. Ce qui est une bonne nouvelle en matière de maintien de l'emploi et pour la sauvegarde du niveau de salaires (le plan patronal prévoyait une baisse de 25%...). Mais dans le même moment, la masse salariale a baissé, c'est à dire que les effectifs ont baissé (de 600 à 400 environ) : en effet, la boite a favorisé le départ des hauts salaires (dûs à la qualification et à l'ancienneté) et des départs volontaires. La riposte patronale à une grève ouvrière de plus de deux mois : la lutte des classes continue.

Copper Brothers

En octobre dernier, une bande de trois frères passait en procès. Elle est accusée d'avoir récupéré le cuivre sur les poteaux électriques des lignes de chemins de fer des départements des Deux-Sèvres, Haute-Vienne, et de la Vienne. Plus de 240 km de lignes furent dépouillés ce qui revient à peut près à 10t de cuivre. 40.000 euros de bénefs à la revente. La SNCF, qui a porté plainte, demande près de 60.000 euros..

Sournoiserie patronale à Chiré-en-Montreuil (Vienne)

Un débrayage de deux heures a eu lieu à l'usine (650 personnes) de fabrication de volants et d'airbags Autoliv-Isoldeta (groupe suédois) en réaction à la délocalisation de machines, plus précisément de presses à injection métal, vers des pays tiers (Tunisie, Turquie ou bien Roumanie). Les salariés y voient une tentative de dégraisser les effectifs de manière méthodique, comme ce fut le cas pour les intérimaires lors du plan de 2008.

Quand la prison de Vivonne menace de faire couler une PME

À Roullet-Saint-Estèphe, dans le département de la Charente, M. Larcour possède une entreprise (T2M Services) spécialisée dans le conditionnement à façon. Pour que son entreprise tourne bien, il lui faut des « petites mains » d'où une forte féminisation dans ses ateliers. Or, ces travaux manuels peuvent aussi être effectués à moindre coup par les taulards dans la région. Et oui, car manque de pot pour lui, son entreprise est typique dans les standards des travaux d'insertion pour prisonniers, elle est en concurrence avec Gepsa, filiale de Cofely et du Groupe GDF Suez qui s'occupe du taf à la prison de Vivonne. Du coup, il a vu quelques projets et marchés lucratifs lui passer sous le nez : le coût de la main d'œuvre carcérale défiant toute concurrence avec 4,10 euros de l'heure, 45% du smic... Il va continuer de se mordre les doigts, le petit capitaliste...

« Marginaux » en ligne de mire

Cela fait depuis bientôt un an que la mairie de Poitiers, la Police et les commerçants veulent se débarrasser des mal-logés, des punks-à-chiens, ou autres zonards du centre-ville : nouvelle image à assumer avec la mise en place de Cœur-d'agglo. Contrôles d'identité intempestifs, harcèlements, insultes, placements direct des chiens à la SPA, PV à la pelle pour ivresse sur la voie publique. Mais faut croire que ça ne suffit pas. Alors afin de mener à bien cette opération de nettoyage, Mairie, Police et commerçants se concertent et organisent des réunions afin d'y remédier...

Aubade blues administratif

En mars dernier, le tribunal administratif a annulé les licenciements de 8 ex-salariées de l'usine Aubade de Saint-Savin (Vienne). Il a pris a contre-pied la décision des prud'hommes qui avait avalisé les licenciements, estimant que le groupe suisse Calida, propriétaire d'Aubade, avait largement les moyens économiques et financiers pour garder les emplois.

Rebelote à [Arféo]-Buroform?

Après des menaces de licenciements courant 2010, l'usine Buroform avait trouvé un repreneur au printemps 2011 : le groupe Arféo. Début octobre 2012, 80% des 107 salariés de l'usine de fabrique de mobiliers bureautiques installée à Valdivienne (plus précisément à Morthemer) avaient débrayé pendant une petite heure en solidarité avec les collègues de Mayenne qui sont menacés de cessation de paiement. Cette menace est devenue une réalité maintenant vu que les deux sociétés du Maine-et-Loire et de Mayenne sont en redressement judiciaire. Du coup, les salariés de Valdivienne ont la peur au ventre, seront-ils les prochains ?

Misère de l'amiante

Un bien "macabre" procès au Palais de Justice de Poitiers eu lieu contre 22 des quelques 900 anciens salariés des ACRP (Ateliers et Chantiers navals de La Rochelle-Pallice) en Charente-Maritime. La justice leur réclame les indemnités (8.000 euros) qu'ils avaient reçu du conseil des prud'hommes comme préjudice à cause de l'amiante. Rappelons qu'il y a déjà eu 37 décès chez les anciens ouvriers des chantiers et 32 sont en maladie professionnelle... En réaction, les salariés ont décidé de réclamer près de 10.000 euros à la Cour. En fin de compte, le 24 octobre dernier, la justice a décidé qu'ils ne gagneraient pas de thunes en plus, mais qu'ils garderaient leurs indemnités tout de même. Bonne nouvelle...

La nostalgie, camarade

Le 20 octobre une soixantaine de militants du Bloc Identitaire (groupe d'extrême droite) a occupé pendant quelques heures le chantier de la future grande mosquée de la ville de Poitiers. Tintamarre médiatique assuré, joli coup d'éclat spectaculaire. Notons par ailleurs l'hypocrisie des médias feignant étonnement et stupeur alors même que l'action des identitaires était connue et suivie par ces mêmes médias (présence des cameras de BFM TV).Tollé général, du préfet Yves Dassonville jusqu'aux représentants des cultes. En réaction une coordination de « front unitaire antifasciste » de jeunes militants de gauche et d'extrême gauche (des jeunes socialistes aux syndicalistes de la CNT) ont organisé une manifestation, dans le quartier populaire des Courronneries, qui a réuni près de 300 personnes.On notera par ailleurs la réflexion des journalistes de la Nouvelle République, des politiques locaux et des services de renseignements qui satisfaits d'apprendre qu'il y a très peu de poitevins au sein du Bloc identitaire, ont fait un parallèle de l'action des identitaires à celle de la manifestation anti-carcérale du 10 octobre 2009. Bref, cibler la mosquée de Poitiers n'était pas anodin : il s'agissait d'abord de ressouder un groupe politique en proie à des divisions internes. Ensuite, il s'agissait de faire peur à la population, de distiller un discours raciste en divisant les prolétaires et de trouver des boucs-émissaires à la crise capitaliste : ici ce sont les musulmans, mais parfois c'est les bénéficiaires des minimas sociaux , les banlieusards, les chômeurs, des travailleurs qui luttent, les Rroms... De plus, il y a la nostalgie historiciste : célébrer la victoire de Charles Martel sur les troupes d'Abd er-Rahman en 732. Nous n'allons pas rentrer dans de grandes considérations historiques, mais ces identitaires devraient faire un peu d'histoire : Charles Martel, malheureusement pour eux, n'était pas un fervent patriote (guerre contre Eudes, le Duc d'Aquitaine) et encore moins un défenseur de l'occident chrétien mais bel et bien un chef militaire assoiffé de pouvoir et obsédé d'installer sa lignée future en puissance : la dynastie carolingienne.

Lutte des prisonniers basques de Vivonne

Une manifestation de soutien aux prisonniers politiques basques de l'ETA a été organisée par le mouvement Herrira devant la prison de Vivonne, qui en compte quatre : deux femmes et deux hommes. Herrira demande une amélioration des conditions de prisonniers et le rapprochement au pays. De plus, on a appris que la militante de l'ETA Saioa Sanchez Iturregui soupçonnée d'être impliquée dans l'assassinat des deux gardes civils à Capbreton en 2007, sera jugée par une cour spéciale en avril 2013 prochain à Paris. Ensuite, elle sera remise à la justice espagnole...

Quand ça déborde enfin...

En mars dernier, Kevin était arrêté et immédiatement placé en centre de rétention. Une agitation, inhabituelle à Poitiers, s'en est suivie. Elle s'est conclue avec la libération du lycéen. Retour sur un mois de combat.

Le 25 mars dernier, lors d'une partie de foot à Saint-Éloi, un quartier populaire de Poitiers, une patrouille vient contrôler l'identité d'un des joueurs et l'embarque. Ce garçon c'est Kevin, un lycéen de 19 ans, scolarisé en terminale Bac Professionnel Hôtellerie au lycée Kyoto de Poitiers. Si la Police l'embarque et le fait enfermer au Centre de Rétention Administrative (CRA) du Mesnil-Amelot (77), c'est parce que Kevin, est de nationalité congolaise et sans-papier. En effet, en vertu des législations (anti)migratoires successives promulguées par le pouvoir politique français depuis quarante ans, ce jeune homme, vivant en France avec sa famille depuis 2006, est tenu en situation irrégulière par la bureaucratie préfectorale. Celle-ci, s'appuyant sur le passé judiciaire de Kevin, prétexte une « intégration insuffisante » de sa part et refuse de lui délivrer un « titre de séjour »[1]. Très vite, les proches, les personnels, profs et élèves du lycée ainsi que les militant-e-s et les non-affilié-e-s, s'organisent pour obtenir la libération de Kevin : pétitions, rassemblements, manifs sauvages[2] ont lieu. Une affiche[3] invitant à la solidarité avec Kevin et à une offensive contre les frontières est également placardée dans le centre-ville. La presse locale fidèle à sa doctrine marchande de « neutralité » relaye la lutte, ainsi que le vomi verbal du secrétaire général de la préfecture d'alors, Jean-Philippe Setbon, (depuis remplacé par Yves Seguy) sorte de

3. Affiche de solidaité avec Kevin

1. Le « titre de séjour » bien que ressemblant à la carte nationale d'identité (héritage pétainiste), permet un contrôle encore plus accru des populations qu'il concerne. Il est temporaire et délivré au compte-goutte bien souvent au bon vouloir et à l'arbitraire des préfectures. Une personne n'ayant plus de titre de séjour valide devient « sans-papier », est considérée « en situation irrégulière », à la merci d'une expulsion du territoire, ne bénéficie plus des prestations sociales mais peut toujours cotiser et payer l'impôt, ça y a pas de problème... Autant dire le profil bas est de rigueur pour obtenir et conserver le précieux sésame.

2. Le compromis tacite actuellement en vigueur à Poitiers entre la Police et les militant-e-s est assez pacifié : la Police laisse les manifestations non-déclarées en préfecture se dérouler, et les accompagnent, dans la mesure où elles ne sortent pas de la promenade où on crie un peu.

sous-Eric Zemmour tant par l'emballage que par le contenu. Un des journaleux va même jusqu'à féliciter le travail de pacification mené lors de la première manifestation par deux militants d'extrême-gauche qui pensaient naïvement pouvoir canaliser les ardeurs de jeunes prolétaires en colère. Les efforts de ces valeureux militant-e-s anticapitalistes s'avèrent inutiles car personne, à part les keufs, ne semble souhaiter une confrontation. Ces derniers attendaient pourtant tranquillement la fin de la manifestation pour arrêter deux personnes. On a également pu voir une autre facette du maintien de l'Ordre à la française : un bus, rempli de jeunes manifestant-e-s quittant la place du marché en direction de Saint-Éloi, suivi par une voiture remplie de BACeux, dont l'un brandit son lance-grenade lacrymogène par la vitre ouverte.

Kevin lui, reste en contact avec ses proches par l'intermédiaire de son téléphone portable et a donc vent de l'agitation que la perspective de son expulsion vers le Congo (où son père a été tué car il s'opposait au pouvoir politique) provoque à Poitiers. Peut-être cela explique en partie que le 19 avril 2012, alors que des policiers le maintiennent contre son gré dans un avion de ligne à destination de Kinshasa, il se débat et hurle qu'il n'a pas à être renvoyé au Congo, surtout pas à deux mois du bac. Des passagers du même vol, prévenu-e-s à l'aéroport par des membres du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) se lèvent alors, empêchant de fait le décollage de l'appareil. Et ce malgré les menaces des porcs de la Police Aux Frontières (PAF) puis des CRS, qui filment les passagers debout pour les intimider. Au bout de deux heures, l'avion décolle finalement sans Kevin à bord, qui est libéré par le Juge des Libertés et de la Détention (JLD) le lendemain. Un passager est également débarqué de l'appareil par la Police qui lui reproche une rébellion.

Ce que nous souhaitons retenir de tout ça, c'est que contrairement aux précédentes tentatives d'expulsion, la défense de Kévin a été organisée rapidement et par de multiples forces (lycée, associations, partis d'extrême-gauche, anarchistes et autres), que certain-e-s engagé-e-s dans cette défense n'ont pas hésité à sortir des cadres habituels de la défense des sans-papiers à la pictave, très certainement par méconnaissance des-dits cadres. Ainsi le tempo impulsé par les jeunes de Saint-Éloi (que les militant-e-s habituel-le-s n'ont pu que suivre, non sans mal) lors de la première manifestation a fait son petit effet médiatique et a contribué à faire parler de la situation de Kévin. Cette manif' – composée, c'est assez rare pour être signalé, de 400 personnes – n'est pas passée inaperçue, tant par sa durée, son trajet assez long et plutôt spontané et sa vitesse très soutenue, que par son niveau sonore. Les autres manifestations, plus calmes et reprises en main par une présence policière plus forte et plus agressive et par la frange la plus citoyenne des collectifs de défense des sans-papiers n'ont pas eu le même écho même si elles ont contribué elles aussi à montrer que cette violence d'État créait du désordre, et qu'il était préférable de libérer Kévin afin de rétablir une certaine paix sociale dans les rues piétonnes de notre ville « bonhomme ». Nous supposons que ce mouvement de soutien a joué sur la motivation de Kevin à ne pas se laisser embarquer de force vers le Congo et qu'il peut servir localement comme un précédent de résistance «victorieuse» à l'expulsion du territoire. Le travail des militant-e-s du RESF ici comme en région parisienne a aussi très certainement contribué à faire se lever (littéralement) les passagers du vol vers Kinshasa contre une certaine politique migratoire française et ce sous une pression policière étouffante. Pour nous, même si on ne peut parler de recette miracle, il semble que cet agencement de diverses pratiques très complémentaires de lutte puisse porter ses fruits. Une leçon à méditer ?

Les suites de « l'affaire de l'affiche noire »

Dans nos dernières brèves du désordre (voir l'Épine noire n°1), nous relayions une initiative de solidarité avec les sans-papiers, à savoir un collage d'affiches incitant la population pictave à se débarrasser du préfet et de son secrétaire général d'alors (tous deux aujourd'hui remplacés par d'autres) plutôt que de laisser les immigré-e-s être chassé-e-s par le pouvoir politique. Il semble que la maison poulaga ait peu goûté cette initiative, puisqu'elle a, en janvier dernier, auditionné une personne qu'elle soupçonnait être l'auteur de l'affiche. Affaire à suivre…?

À toute vitesse !

Sur le projet LGV Poitiers-Limoges et son monde

Septembre 2012, les habitants du Poitou-Charentes et du Limousin apprennent que l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du tracé de la LGV (ligne à grande vitesse) Poitiers-Limoges est repoussée au printemps 2013. Une annonce qui vient après celle du Ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, en juillet dernier, à propos des conclusions de la Cour des comptes qui envisagent la révision, voire l'abandon de grands chantiers tels que sont les LGV car trop onéreux pour l'État[1].

Cette décision paraît être une victoire pour les différents collectifs opposés au tracé prévu alors que pour les fervents défenseurs, au contraire, c'est plutôt un gain de temps suffisant pour encore convaincre du monde de la nécessité d'un tel projet.

En effet, c'est un projet issu d'une volonté politique datant d'une dizaine d'années. Bien évidemment une politique d'aménagement du territoire telle que la traversée d'un train à grande vitesse n'est pas détachée d'enjeux socio-économiques et environnementaux liés au pouvoir et à son idéologie, en l'occurrence le capitalisme. Pouvoir qui depuis quelques années s'obstine à un maillage toujours plus serré du territoire et de ses populations et dont la conception de l'espace urbain est actuellement marquée par le processus de la métropolisation. C'est à dire le fait d'agencer une ville et ses alentours de manière à polariser l'attractivité des structures et des ressources humaines, économiques, techniques, sociales et culturelles. Ce qui entraîne un aplanissement des territoires en réduisant encore plus la dichotomie - déjà largement entamée - entre ville et campagne, par une réorganisation des flux avec de nouveaux moyens de transports collectifs (exemple des BHNS, Bus à Haut Niveau de Service, dans l'agglomération poitevine).

Ainsi, la mobilité, la vitesse et l'immédiateté sont les nouvelles donnes privilégiées de notre époque : un « ordre des choses » qui en plus de maintenir des inégalités de classe, de causer des désastres écologiques, permet une accélération de la circulation (toujours plus rapide) du Capital, et des flux de marchandises, entraînant des altérations de notre rapport à l'espace, au temps et une perpétuation de l'aliénation[2].

Une volonté politique au niveau européen

En 2003, Jean-Pierre Raffarin alors premier ministre parle déjà de ce projet. À vrai dire, c'est le parlementaire Bernard Joly, membre du groupe RDSE (rassemblement démocratique et social européen) et de la Commission des affaires économiques du Sénat, le rédacteur du rapport intitulé «Interconnexions des LGV européennes-Rapport à Monsieur le premier Ministre sur les projets des lignes à grande vitesse en Europe, les enjeux d'interopérabilité et les conséquences de l'ouverture à la concurrence-»[3].

Les mauvaises langues disent que c'est pour faire plaisir à la conseillère générale de Sarran qui n'est autre que Bernadette Chirac, épouse du président de l'époque pour désenclaver son Château de Bity et l'amener directement au Palais de l'Élysée.

Vu le titre de ce rapport l'on peut constater que c'est effectivement un projet d'envergure éminemment transnational, européen que les technocrates veulent imposer. Il s'agit de mettre en place un véritable réseau d'interconnexions et de flux entre les métropoles intermodales du continent. Le but est le parachèvement de l'uniformisation du réseau des transports européens à grande vitesse en établissant un corridor ferroviaire paneuropéen qui relierait la capitale du Portugal, Lisbonne à celle d'Ukraine, Kiev.

C'est en 2009 que la machine se met véritablement en branle, lorsque le projet est déclaré dans le Grenelle de l'environnement[4] (rencontres sous l'égide de Sarkozy entre l'État, collectivités locales, industriels et des bureaucraties d'organisations écologistes) inscrit au SNIT (Schéma National d'infrastructures des Transports), nouvel outil stratégique de planification. Précisons qu'un an auparavant, il y a eu des pressions venant d'élus pour que le projet soit déclaré au Grenelle de l'environnement comme celles de Bernadette Chirac et de Marie-Françoise Pérol-Dumont députée socialiste et présidente du conseil général de Haute-Vienne[5].

1. «*Le gouvernement pourrait annuler certains projets LGV*», Le JDD, le 11/07/12.

2. «*Accélération.Une critique sociale du temps*» Hartmut Rosa, La Découverte, 2010.

3. Disponible sur le site de *La Documentation Française*.

4. Lire à ce sujet la brochure « Notes sur l'écologisme d'Etat et le capitalisme vert », du Collectif contre la société nucléaire, disponible sur : www.infokiosques.net

5. Journal Officiel, Question orale/ Assemblée Nationale, Séance du 03/06/08.

En réaction à cette décision, sont nés les collectifs contre la LGV dans la Vienne et en Haute-Vienne. D'autant plus que nombre d'habitants de la région Poitou-Charentes avaient assisté de manière impuissante à la déclaration d'utilité publique de la LGV entre Tours et Bordeaux. Le tracé Tours-Bordeaux qui longe des villages et les villes à proximité de Poitiers fait partie du gigantesque projet de construction de la LGV SEA (Sud-Europe-Atlantique). Nous n'omettons pas le fait que ce projet est détenu par le groupe LISEA composé de Vinci - bétonneur invétéré - de la Caisse des dépôts et du groupe AXA. Tout ça pour la modique somme de 1,7 milliards d'euros[6].

Propagande et chantage

À partir de là une propagande tambour battant s'enclencha, étant donné que le projet a de nombreux appuis tant au niveau local que national. Et pour cause, ce sont surtout des élus qui ont voté pour le projet et pas des moindres car à l'époque, François Hollande qui n'était pas encore Président de la République mais député-maire de Tulle (Corrèze) est pour le projet. Ainsi que le député-maire de Poitiers Alain Claeys, le maire de Limoges Alain Rodet ou encore le Président de la Région Limousin, Jean-Paul Denanot (joueur d'accordéon à Tulle un soir de victoire électorale)[7].

En plus de l'appui d'élus notables dans les deux régions, Jean Marc Pouzols, chef de mission pour la LGV Poitiers-Limoges à RFF (Réseau ferré de France) a commandé une enquête à l'institut de sondage Ifop (Institut français d'opinion publique) annonçant que 80% des personnes interrogées sont pour le projet même si 71% le jugeaient inutile !

Après, ce fut le chantage économique à l'emploi (et donc au chômage !) comme ce fut le cas pour le tracé entre Tours et Bordeaux dont le consortium consacré à la construction s'est établi à Poitiers pour le bonheur d'Alain Claeys. Ce chantage est réutilisé à chaque fois que des politiques de grands chantiers sont mis en place à l'image de l'aéroport à Notre-Dame des Landes à coté de Nantes, ou du TAV entre Lyon et Turin). Il est accompagné de discours ronflants sur la modernisation de la logistique, des infrastructures et de la rénovation technologique, du développement économique et du progrès humain mais surtout de la nécessité de désenclaver des régions présentées comme perdues sur une carte de France telles que le Limousin et le Poitou-Charentes.

En outre, il n'en fallait pas tant à certains médias pour relayer l'idée que la question de la LGV est déjà pliée, qu'il n'y aura pas de marche arrière, l'a déclaré Alain Rodet à une presse publicitaire pictavienne[8]. Guerre de territoire et/ou guerre psychologique menée contre des opposants dont on voit les tags et inscriptions sur les bords en Sud-Vienne (N147) et les rassemblements, mais qui peinent encore à avoir une assise très populaire dans la ville de Poitiers.

Multiples oppositions, enjeux multiples

Parmi l'opposition au projet, il existe une pluralité de positions et de réflexions. Bien entendu nous soutenons celles et ceux qui s'opposent farouchement au projet et au monde qui l'accompagne. Ceci dit, nous n'occultons pas le fait qu'il y des intérêts divergents au sein des collectifs opposés au projet.

Il y a ceux qui ne sont pas contre le principe d'une construction de la LGV mais s'oppose au tracé choisi car il traverse leur commune chérie. Ceux qui y sont opposés pour des raisons financières : c'est

6. « La LGV reste sur les rails », *La Nouvelle Republique*, le 04/10/12.

7. Il a interprété « La vie en Rose » d'Édith Piaf, le soir de la victoire de Hollande.

8. «LGV Poitiers-Limoges : le Maire de Limoges est confiant», *7 à Poitiers*, le 13/07/12

le cas de la Présidente de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal puisque ce sont les collectivités territoriales qui doivent mettre la main à la pâte en ce qui concerne le financement du projet. Cependant si l'État décidait de financer le projet, alors la Présidente serait prête à revoir la question, même si elle reste dubitative quant aux retombées économiques du projet.

L'argument du financement est un point important pour les élus et pour les administrés que nous sommes : on l'a bien vu lors des élections régionales en 2010 dans le Limousin, la question de la LGV et de son financement ne furent pas un point de détail puisqu'elle provoqua, entre autres raisons, une division de la coalition de gauche conduite par Jean-Paul Denanot en 2004. En effet, l'ex déchu de l'Élysée qui n'est autre que Nicolas Sarkozy voyant les caisses de l'État un peu vides, a décidé que le financement des LGV serait l'apanage des collectivités locales par le biais des impôts et donc de nos portefeuilles. Soulignons que cette décision fut entérinée par un vote d'élus de droite comme de gauche pour que cette construction se fasse dans le cadre d'un partenariat Public-Privé comme pour la construction du Centre Pénitentiaire Poitiers-Vivonne.

Toutefois, il existe une opposition plus vive et plus critique qui n'exclut pas l'argument économique à travers la question du financement, mais en apporte d'autres. Elle a déjà appelé plusieurs fois à des rassemblements, des manifestations devant des mairies et des préfectures, des envahissements de conseils municipaux afin d'habiter un espace où puisse résonner sa colère et son aspiration.

Elle est incarnée par des associations locales ou nationales écologistes (Amis de la Terre..), citoyennes (Coordination des Riverains et Impactés), des partis politiques (gauche radicale ou Verts[9]), des membres de syndicats ou de simples individus qui ont occupé l'espace public pour se faire remarquer afin de peser contre le tracé. On peut aussi souligner la position de certains élus, comme ceux du Conseil municipal de Peyrilhac (Hautre-Vienne) qui ont fait recours au Conseil d'Etat afin de faire annuler le tracé prévu actuel.

Opposés au projet, ils proposent pour la plupart une alternative qui serait la rénovation de la ligne déjà existante appelée P.O.L.L.T (Paris-Orléans-La Souterraine-Limoges-Toulouse), ce qui reviendrait à débourser 500 millions d'euros, au lieu des 2 milliards pour gagner selon les estimations entre 15 et 20 min. Ça fait cher la minute ! Cette proposition alternative au tracé étatique est accompagnée d'une certaine forme d'expertise sur la question environnementale en démontrant les nuisances qu'engendreraient les travaux de la LGV sur la biodiversité des lieux et de sites classés Natura 2000 (réseau européen qui identifie les espaces où vivent des espèces végétales, animales ou sauvages fragiles donc menacées de disparition). Pour exemples : à Chaptelat en Haute-Vienne, un écosystème est menacé par une déforestation, à Palais sur Vienne toujours en Haute-Vienne, des nuisances provoquées par un viaduc ou bien à Aslonnes dans la Vienne où c'est un agriculteur qui sera gêné. Bref, de nombreuses situations que les administrateurs du désastre ne veulent évidemment pas entendre[10].

9. Au sein des partis tels que EELV ou Parti Communiste, il y a des différences de positions selon les départements.

10. Reportage France 3-Limousin-Midi Pile-du 08/01/11

« Metropolis delenda est »[11]

« Quand on revoit les mêmes gens plusieurs fois par jour, même si on les ignore, on s'aperçoit que les murs d'une métropole gardent les gens à l'étroit »
Jean-Jules Richard, humoriste quebécois.

Les grands travaux concoctés ces dernières années (LGV, implantation de ligne THT entre la Mayenne et le Cotentin, le réacteur EPR de Flamanville, l'exploitation du Gaz de schiste ou encore l'extension de parcs éoliens dans le Tarn, etc) sont une aubaine pour les politiques et les industriels, ils sont les socles des métropoles c'est pourquoi ils nécessitent des travaux longs et harassants qui absorbent une capacité de main d'œuvre importante en période de crise. C'est cette carte que le gouvernement va tenter de jouer : un modèle économique dépassé tel que le keynésianisme, basé sur le vieux mythe des grands travaux rooseveltiens des années 30. C'est ainsi qu'il souhaite faire illusion, du moins jusqu'aux prochaines échéances électorales. Et ce n'est pas le parti bureaucratique Europe Écologie-Les Verts qui va peser sur quoi que ce soit vu leur position sur l'industrie nucléaire. Celle-ci qui par ailleurs se frotte les mains quant à l'éventualité de la construction de ces grands projets pour continuer sa mainmise sur nos existences.

C'est donc avec une volonté et un sens politique à contre-courant, contre l'inertie que s'étaient rassemblées des centaines de personnes à Notre-Dame des Landes pour affirmer une opposition convergente européenne aux « grands projets inutiles » en juillet dernier, en liant les différentes luttes en cours.

La gentrification (phénomène d'embourgeoisement des quartiers à majorité prolétaire) des quartiers ouvriers et/ou populaires des grandes villes de l'hexagone, est aussi liée à celle de la mise en valeur marchande et spectaculaire de villes moyennes et de leurs zones rurales limitrophes, autrement dit une vaste opération de « marketing territorial ». À l'image de la politique de la communauté de l'agglomération poitevine avec sa technopole du Futuroscope, ses Viennopôles et son Cœur d'agglo ! Pour ainsi dire, il n'y a pas de gentrification sans métropolisation. Celle-ci va toujours de pair avec une injonction à un ordre bourgeois, à un mode de vie urbain standardisé par la logique du profit intrinsèque à l'économie capitaliste. Pour qui sont faites les LGV ? C'est souvent ceux qui ont de l'argent - vu le prix d'un billet de train de la SNCF - comme ces cadres dynamiques et mobiles, hommes politiques, bureaucrates ou ingénieurs qui ont de la valeur à revendre.

En fin de compte, rien de nouveau sous le soleil : la classe possédante, c'est à dire la bourgeoisie pense à ses propres intérêts de classe donc elle « travaille » toujours pour forger le monde à sa propre volonté, sa propre image. Et ce, de manière duelle, elle intègre et pacifie pour modeler et dominer d'un coté et de l'autre elle exclut, expulse, discrimine. Donc si réaménager le territoire permet d'éventrer les territoires jusque là non attractifs voire rétifs à la colonisation du Capital et de la marchandise, afin de les quadriller pour rogner sur les solidarités locales et leurs autonomies ; faire fuir et assujettir les populations qui y habitent tout en gagnant de l'argent, c'est parfait.

11. « La métropole est à détruire » vu à la manifestation du 24 mars 2012 à Nantes contre l'aéroport Notre-Dame des Landes.

Les petits malheurs de la LGV Tours-Bordeaux

Source : presse locale

Déjà à l'œuvre depuis le début de l'année 2012, le chantier subit quelques ralentissements. Serait-il frappé par la malédiction ou par la sorcellerie picto-charentaise ? En effet, de biens curieux événements viennent troubler le train-train quotidien du chantier :
-Avril 2012 : En Charente, une quinzaine de véhicules endommagés sur un chantier du coté de Roullet Saint-Estèphe, à base de terre, de coupures de câbles et de graissage.
-Août 2012 : Trois véhicules (deux camions et un tractopelle) appartenant au groupe COSEA qui participe à la construction de la LGV ont été entièrement incendiés au niveau du Rond-Point de la Folie à au Nord de Poitiers.
-Septembre 2012 : Découverte d'amphibiens, les tritons de blasius, espèce rare et protégée qui a nécessité un arrêt temporaire du chantier.
-Septembre 2012 : Un matin dans la commune d'Avanton dans la Vienne, en allant au boulot,un travailleur de la société Colas Rail filiale du groupe Bouygues, a été gravement brûlé (et amputé) par l'explosion de sa bagnole causée par une bouteille d'acétylène.

« La mobilisation de centaines de policiers pendant 3 semaines n'a pas été suffisante pour vider la zone menacée. Avec la manifestation de réoccupation nous marquons plus fortement encore que nous ne lâcherons pas le terrain. Il s'agit aujourd'hui de construire ensemble et rapidement un espace d'organisation et de lutte. Nous voulons faire de ces nouvelles bâtisses collectives un carrefour pour les opposant.e.s, un point de départ pour de nouvelles occupations, une antenne pour organiser la résistance aux travaux à venir.

Le terrain sur lequel s'effectue la reconstruction est prêté par un agriculteur en cours d'expropriation. Ce choix marque la solidarité et l'action commune entre agriculteur.rice.s, habitant.e.s «historiques» de la zone et occupant.e.s arrivé.e.s au cours des dernières années. En parallèle à cette grande construction, de nouvelles cabanes et espaces de vie sont actuellement édifiés sur des terrains squattés appartenant à Vinci.

Il ne s'agit pas d'une simple manifestation mais d'une action collective sur une temporalité plus longue. Nous invitons toute.s les participant.e.s qui le peuvent à rester pour le week-end et même au-delà, ainsi qu'à revenir régulièrement dans les semaines à venir pour, entre autres, parer à de nouvelles tentatives d'expulsions. D'autres reconstructions sur les terres menacées vont continuer au long des semaines à venir.

Vinci et La Préfecture annoncent vouloir raser la forêt de Rohanne en décembre, et commencer les travaux du barreau routier au cours de l'hiver. Nous nous organiserons sur le terrain, avec celles et ceux qui sont venu.e.s manifester aujourd'hui, pour les en empêcher. »

CONTRE L'AÉROPORT ET SON MONDE

Communiqué du groupe organisateur de la manifestation de réoccupation du 17 novembre 2012 - 10h

Cette lutte contre l'aéroport ne peut être réduite à des enjeux de préservation environnementale ou de danger climatique. Ce que l'aéroport révèle, par ailleurs, c'est la manière dont bétonneurs et décideurs rêvent d'aménager chaque mètre carré de territoire dans une stricte logique de contrôle et de rentabilité, au nom de la croissance et du progrès. Nos vies et les liens qui nous unissent, à Notre Dame des Landes et ailleurs, ne rentrent plus dans leur critères et échappent à leurs chiffres d'affaires. Les bétonneurs broient des existences, tandis qu'en parallèle les décideurs veillent à maintenir l'illusion d'une participation démocratique. La récurrence de ces méthodes est d'ailleurs un élément majeur dans l'adhésion d'un si grand nombre de sympathisants à cette lutte. Le refus qui s'exprime aujourd'hui symbolise l'opposition à tous ces autres projets imposés, en France et ailleurs.

La pilule que l'on essaie de faire passer sans scrupules avec cet aéroport, c'est celle du capitalisme vert. Dans un même élan le futur aéroport se gratifie d'être HQE et la métropole nantaise, dans sa mégalomanie dévorante, aspire à être célébrée capitale verte en 2013. Paysan.e.s, sans-terres, ou simples habitant.e.s du coin, il s'agit pour nous de lutter contre l'accaparement des terres agricoles et la privatisation du commun. Nous voulons préserver des champs et forêts où l'on puisse vivre, cultiver, se balader, et nous nous opposerons à tout nouveau désert bétonné ou dédié à l'agriculture industrielle.

Aujourd'hui, environ 40 000 personnes, de tous âges et de tous horizons, ont affirmé radicalement leur opposition au projet d'aéroport. La taille du cortège était telle que lorsque les premiers sont arrivés sur le lieu de la reconstruction, après 5 km de joyeux défilé, de nombreuses personnes attendaient encore de pouvoir partir du bourg de Notre-Dame-des-Landes ! Ce sont aussi 400 tracteurs, des batucadas et orchestres, des armées de clowns, des centaines de drapeaux arborant un avion barré, et 1001 slogans et pancartes qui ont traversé le bocage.
Tout l'après-midi, toutes et tous se sont activé-e-s autour de la construction d'une salle collective, d'une cuisine, de blocs sanitaires et de plusieurs autres installations à l'heure actuelle bien avancées. A proximité des chantiers, le champ d'accueil est entré en effervescence : montage des chapiteaux, des cuisines, de mobilier, prises de parole de luttes d'ici et d'ailleurs, échanges, etc.
Cette très large mobilisation témoigne une fois encore de l'échec des tentatives de division et renforce la détermination de toutes et tous à lutter contre la construction de cet aéroport et contre tous les projets qui s'inscrivent dans la même logique. La force collective qui se dégage de ce moment confirme que la lutte ne s'arrêtera pas là. Dès demain et dans les semaines à venir, les constructions et discussions vont se poursuivre. Tout sera fait pour entraver l'avancée des travaux.
La réoccupation de la ZAD a commencé ! L'aéroport ne se fera pas !

DE NOTRE-DAME-DES-LANDES À POITIERS, ZAD PARTOUT!

Depuis mi-octobre les forces de l'ordre tentent de faire évacuer la zone de construction du futur aéroport de Notre Dame des Landes (NDDL). Sur place les occupant-e-s résistent ardemment à cette opération policière dénommée César. En solidarité avec les opposants au projet de l'ayraultporc et en opposition avec ce dernier, plusieurs comités de lutte contre l'aéroport de NDDL voient le jour aux quatre coins de la France. A Poitiers plusieurs actions ont eu lieu, témoignant de l'élargissement de la lutte au-delà de la zone circonscrite au Nord de Nantes.

Dans la nuit du 16 au 17 octobre [début de « l'opération César »] les murs de la mairie PS de Poitiers ont été redécorés de 3 grands messages : « non aux expulsions à NDDL » , « non à l'aéroport », « expulsons le PS ».

Le samedi 20 et le dimanche 21 octobre ont eu lieu des distributions de tracts, expliquant la situation à NDDL, sur les marchés de Poitiers.

Le samedi 10 et le dimanche 11 novembre ont eu lieu des distributions de tracts pour appeler à la manif de réoccupation du 17 novembre à NDDL, et à la réunion publique organisée à Poitiers le mardi 13, par le comité contre l'aéroport de NDDL.

Le vendredi 23 novembre à 18h, 60 personnes se sont rassemblées. Ils sont partis en manif' sauvage dans le centre ville de Poitiers aux cris de « non à l'ayrauporc » « vinci : dégage ! résistance et sabotage ! », « oui au bocage, non au saccage/carnage », « on lâche rien ! ». Passant bien entendu le bonjour à la mairie PS et à la Préfecture.

Dans la nuit, des inscriptions en faveur de la « ZAD » : « Ruinons la métropole », « ZAD partout » ont fleuris pour donner un peu de vie à plusieurs murs de la ville du côté du TAP, de la médiathèque et de l'hôtel fumé... A Niort et à La Rochelle, la façade de la fédération du Parti socialiste a été redécorée de messages similaires.

Une réunion du comité poitevin contre l'aéroport de NDDL est prévu le jeudi 29 Novembre à Poitiers.

En complément de ces rassemblements, les murs de Poitiers sont fréquemment recouverts d'affiches et de tags en solidarité avec les expulsé-e-s de NDDL et en opposition au projet de l'ayraultporc..

Pour plus d'infos et d'actualités rdv sur zad.nadir.org

Les petits calculs du « Grand Poitiers »

Alors que des représentants du MEDEF n'arrêtent pas de se plaindre de l'arrivée du PS au pouvoir, sous prétexte que la gôche n'aime pas les riches, que la gôche n'aime pas les entreprises, il est intéressant de jeter un œil au plan local d'urbanisme du Grand Poitiers, géré par la communauté de communes tenue par une majorité PS depuis des années. On peut d'ailleurs lire sur le site internet de la mairie de Poitiers que « Grand Poitiers a décroché la 1ère place des agglomérations de moins de 150 000 habitants au palmarès des villes d'affaires publié par le magazine l'Entreprise en 2009 dans l'accompagnement à la création d'entreprise ». Belle preuve de la haine «socialiste» du monde de l'entreprise et de l'intoxication médiatique du MEDEF.
Une plaquette de présentation du « Grand Poitiers » de huit pages destinée aux entrepreneurs, intitulée « Comment Grand Poitiers fait grandir votre entreprise ? », dévoile un certain nombre de stratégies de ce projet.

De la fierté de l'industrie militaire

Cette plaquette invite les entrepreneurs à rejoindre les rangs des réussites « made in Poitiers » au nom de la stimulation de la créativité. La réussite « made in Poitiers », voilà une affirmation qui invite à la réflexion. De quelle production du terroir Poitiers peut-il diable se vanter ? La réponse est fournie avec la plaquette, à travers quelques exemples.
« Sagem (groupe Safran) [qui] applique l'optronique[1] à la défense nationale ». En d'autres termes, des lunettes de tir infrarouge et à intensification lumineuse, des lunettes pour des tirs de précision qui équipent des Famas, les jumelles infrarouges multifonctions[2] et la caméra du casque sont toutes fabriquées à Saint-Benoit ;
« Dassault produit les verrières des avions militaires », ce qui avait d'ailleurs permis au Président de l'UMP de la Vienne et conseiller régional, Olivier Chartier, de se réjouir en février dernier du projet d'achat par l'Inde de 126 avions Rafale : « Dans un contexte économique très difficile, l'annonce par l'Inde de négociations exclusives avec l'avionneur français « Dassault » est non seulement une très bonne nouvelle pour l'emploi en France mais aussi pour l'emploi dans la Vienne puisqu'une partie de ce fabuleux « chasseur » est produite sur le site de Biard.[3] »;
« Saft développe sa stratégie dans le domaine des batteries au lithium pour l'aérospatiale », mais aussi dans l'armement pour la conception de missiles...

Toutes ces entreprises de mort sont la gloire de « l'incubateur régional » : le technopôle de renommée mondiale du Futuroscope!
Après le dynamisme régional mis en avant lors de la construction du centre pénitentiaire de Vivonne, voilà ce qui doit faire sans vergogne la fierté de l'économie poitevine: l'industrie militaire. Nous voilà donc bien embarqué.

Le tout en faisant la promotion du rapprochement entre université et monde de l'entreprise : « Le territoire compte une Université dont le prestige est un facteur prépondérant d'attractivité du territoire. Les collaborations avec l'Université et l'Incubateur Régional Etincel ont été sources de rapprochements avec les milieux économiques et génératrices d'activités nouvelles et innovantes ».

Créer et accumuler de la valeur par la *créativité*

Lieu d'innovation par essence (notamment à travers la recherche), voici ainsi venir l'université au service de l'entreprise, ou de manière concrète et en actes, l'application de ce qui fut dénoncé lors des derniers mouvements universitaires, en particulier lors de ceux engagés contre la LRU (une loi qui était déjà défendue à l'époque par le député-maire Claeys).

1. Technique permettant de mettre en œuvre des équipements ou des systèmes utilisant à la fois l'optique et l'électronique. Elle associe généralement un capteur optique, un système de traitement d'images, un système d'affichage ou de mémorisation. (Source : Wikipedia).

2. Signe de la militarisation des forces de l'ordre, les jumelles infrarouges multifonctions dernière version (nommées « Vigilens »), équipent désormais la police et la gendarmerie. Sur cette militarisation voir le chapitre de Mathieu Rigouste : « La guerre à l'intérieur : la militarisation du contrôle des quartiers populaires » dans le livre dirigé par Laurent Mucchielli : « La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social ».

3. La Nouvelle République, 3 février 2012

L'objectif avoué de Grand Poitiers c'est de « créer de la richesse et développer l'emploi sur le territoire », en d'autres termes accumuler de la richesse selon les règles élémentaires du capitalisme, et cela à n'importe quel prix, même s'il faut en passer par la réalisation de grands projets inutiles et qui de plus sont des gouffres économiques tels que la LGV (voir l'article à ce sujet). Poitiers s'invite dans la compétition internationale entre métropoles : « Bénéficiant de nombreux axes de communication (réseau ferré Lille-Europe…), Grand Poitiers entend capitaliser sur sa situation géographique ainsi que sur l'excellence de ses formations pour attirer de nouveaux investissements ». Sans surprise, la catégorie de population visée par ces investissements économiques pour le réaménagement urbain est la « classe créative et innovante » : nouveaux cadres, ingénieurs, artistes, bobos, …

Ce phénomène est basé sur une théorie partant du postulat que « la créativité est devenue la principale force motrice de la croissance et du développement des villes, des régions et des nations »[4]. Ainsi, pour retrouver une attractivité économique florissante les métropoles doivent devenir des « *creative cities* », et pour cela convaincre les acteurs de la « *creative class* » de s'y installer. Les groupes de population dit « non-créatifs » sont alors déplacés de leurs environnements familiers et des nouveaux groupes de citoyens « créatifs » sont importés pour servir de modèles. Chaque quartier peut donc être considéré comme une source potentielle de créativité qui doit être exploitée au maximum.

« La métropole d'avant-garde se doit de fournir à ses sujets économiques d'élites de bonnes conditions psychiques. Elle se charge de les choyer, de leur fournir des loisirs de luxe […] juste baigner dans un doux climat où l'on se sent branché, proches des innovations culturelles »[5]. La construction du TAP (Théatre auditorium de Poitiers), l'usage récurrent du vocabulaire appartenant au champ lexical de l'innovation participent de cette logique. Cette « classe créative » fait donc l'objet d'une attention toute particulière dans l'entreprise de promotion de la communauté de communes pour faire accepter ces différents projets tous reliés entre eux. Tous les moyens sont alors mis en œuvre en faveur de la métropolisation, aux dépens des zones rurales et agricoles, et des populations précaires de Poitiers et ses alentours.

Les passerelles sont évidentes entre ces différents projets. Cœur d'agglo, Grand Poitiers, LGV… participent à une même logique, un même esprit : l'urbain et l'humain au service de l'économie et du profit.

En plus d'un chantage à l'emploi en amont, on nous vendra par la suite les bienfaits de cette accumulation de richesses par son réinvestissement dans la création d'emplois comme le veut la théorie néolibérale du ruissellement (si tant est que celle-ci ne soit pas stockée dans des paradis fiscaux bien évidemment…).

Quoi qu'il en soit, les grands profits qui seront générés par tous ces chantiers ne profiteront pas directement aux travailleurs, cela va de soi, mais bien aux dirigeants et aux industriels, investis dans le capitalisme et premiers visés par les questions de mobilité, de concurrence et de compétition. Urbanisme et profits n'ont jamais fait aussi bon ménage qu'en ce moment. Ce que mettent en relief Grand Poitiers et les travaux de la LGV s'est avant tout la lutte contre l'immobilité. Celles et ceux ne disposant pas du capital nécessaire pour se mouvoir dans les espaces de flux sont progressivement marginalisés puis criminalisés (ces deux processus étant parfois simultanés). Gare à ceux qui ne peuvent être mobiles, (ou qui y sont contraints parce qu'on ne veut pas d'eux comme les Rroms), car leur place n'est pas dans le centre des villes post-industrielles. Ces centres qui voient disparaitre chaque jour un peu plus ce qui leur donnait de la vie, « faisait du lien », où l'on est de plus en plus contraint de faire dans les endroits réservés ce pour quoi ils ont été pensés et conçus.

Le « socialisme » au service du capital, c'est maintenant… Et c'est déjà engagé depuis de nombreuses années (que les patrons dorment tranquilles), malgré tout ce que pourra en dire le MEDEF…

4. D'après les mots de Richard Florida sociologue/géographe/consultant urbain (la liste pourrait encore être longue) à la mode. On lui doit ces concepts de « *creative class* » et de « *creative city* ». Il est le grand théoricien des pratiques de ré-aménagements urbains contemporaines. Il a reçu à ce titre des milliers de dollars de la part de la ville de Montréal juste pour affirmer que la métropole québécoise est « un des secrets les mieux gardés d'Amérique du Nord ».

5. « *Z* », Numéro 4, Automne 2010.

Availles s'envoie en l'air

La Vienne n'est pas la Loire-Atlantique, nous n'avons pas Ayrault, nous avons Bertaud, nous n'aurons pas Notre-Dame-des-Landes, mais on nous promet un village aéronautique à Availles-Limouzine avec une nouvelle piste de décollage (et d'atterrissage !). Ça ne rivalise pas avec l'ampleur du projet de NDDL (cf. #NDDL p.12), mais pourquoi la résistance, elle, ne s'en inspirerait-elle pas ?

C'est quoi un village aéronautique? C'est un concept. C'est à la mode, les concepts. C'est un concept qui vient des Etats-Unis. Tous les habitants du village ont un avion, toutes les maisons ont un garage à avion, tous les garages sont reliés par des minipistes à une piste principale permettant l'envol. Avantages : un gain énorme de temps pour ces gens pressés et passionnés de vol et, surtout, vous ne risquez pas d'avoir pour voisin un quelconque minable ne possédant qu'une voiture ! Il en existe des centaines aux États-Unis et une petite dizaine en France, dont bientôt un à … Availles-Limouzine. Il y a déjà là une petite piste de 600 mètres en herbe qui va être agrandie à 1100 m, et le projet prévoit d'en construire une autre, bétonnée cette fois, de 1000 m également. Ajoutez à cela que chaque parcelle bâtie aura un demi-hectare de surface et qu'il y en aura 42, et vous comprendrez quelle jolie étendue sera encore bétonnée et offerte à un promoteur. La communauté de communes a déboursé 20 000 euros par hectare pour acheter des terrains supplémentaires à d'heureux propriétaires qui ont « accepté » de vendre, comme ils disent.

Le promoteur, c'est « Green (évidemment !) Airpark »[1], dont le président, Marc Pollin, a réussi à se mettre les élus dans la poche : le président du conseil général Claude Bertaud, son vice-président Roland Debiais, le président de la communauté de communes du Montmorillonnais Yves Boulou, le maire de la commune Joël Faugeroux, et… bien sûr, le représentant de l'Etat, le préfet de région. Tous ces grands humanistes frétillent comme des gardons ! Pensez ! Les investissements prévus seront intégralement financés par des fonds privés! (c'est le même argument qu'avance Ayrault pour Notre-Dame-des-Landes). Debiais n'y va pas par quatre chemins : « C'est un excellent moyen de faire venir de nouvelles familles » ! Des nouvelles familles possédant

[1] Quelle est cette société ? Une SAS au capital de 12 000 euros, créée en avril 2011, classée comme « activité des économistes de la construction », ne comportant pas de salarié, et dont le siège est à Availles sur l'aérodrome. C'est une société qui ne publie pas ses bilans. Son président Marc-Daniel Pollin est gérant également d'une autre société, Aeroprogress (qui siège aussi à Availles), créée en juin 2011 et dont l'objet social est l'achat et la vente de matériels aéronautique, avions, hélicoptères, pièces de rechange, et de l'entretien et la formation pour l'utilisation des matériels vendus.

un avion, s'entend ! Pas n'importe quel « RSAiste » ou pouilleux venu de la ville pour vivre moins mal. Un choix de société, en somme !
Le maire d'Availles se frotte les pognes en pensant aux recettes fiscales… « Ce sont des clients qui ont les moyens de dépenser », s'esbaudit* Joël Faugeroux (socialiste), estimant à 100 000 euros par an la recette fiscale attendue. C'est évidemment mieux que de prévoir des logements sociaux pour des smicards! (Les heureux propriétaires devront s'acquitter de 1200 euros de charges par an pour la copropriété, l'entretien des pistes, de la station-service, etc. Ça sera certainement davantage, mais, rassurez-vous, ils en ont les moyens.) Pour l'instant, pourtant, ça ne décolle guère ! Quatre acheteurs seulement sur les 42 lots.

Curieusement, personne ou presque ne parle d'emplois créés. Mais ça va venir. Un pompiste pour remplir les zincs, des ex-ouvrières d'Aubade pour faire le ménage chez ces braves gens, et certainement quelques postes de gardiennage-vigiles. Mais aussi, soyons-en certains, tout un dispositif de protection. Rendez-vous compte, une zone protégée réservée aux riches et arrachée aux pauvres, ça peut donner des idées malveillantes comme on en voit, hélas, trop un peu partout ! Désherbants et inscriptions sur la piste d'atterrissage, fusées éclairantes en pleine nuit, manifestations diverses d'hostilité, les exemples ne manquent pas, ici et là, d'actes qui ne sont que la manifestation d'une jalousie de frustrés vis-à-vis de ceux qui réussissent… mais que nous ne verrions pas, quant à nous, d'un mauvais œil !

Plus il y a de pauvres plus il y a de riches, selon le principe bien connu des vases communicants. C'est en surfant sur ce principe que nos édiles peuvent maintenant se réjouir de tels projets. Après que la région s'est vidée peu à peu de ses petits agriculteurs, que les boîtes ont fermé une à une et que le taux de chômage a grimpé régulièrement, il y a toujours la possibilité de faire venir les riches sous forme de touristes les plus huppés ou de transformer la région en grande aire de loisirs. Exploités pendant des années, les ouvriers et ouvrières des petites entreprises du Sud-Vienne ne rapportaient plus assez. Il était temps de changer le fusil d'épaule en investissant dans le tourisme… mais pas n'importe lequel, à échelle humaine et écologique, bien entendu : *« J'apprécie le côté traditionnel de la campagne et l'aspect moderne et écologique des maisons qui seront construites*, explique un pinardier londonien. *Quand je viens en France, je prends un avion, et maintenant je pourrai amener ma famille ici. »* C'est beau, non ? En gros, transformer le département en un grand terrain de jeu pour riches et de loisirs pour classes moyennes urbaines.

C'est dans cet esprit que se prépare un autre projet à l'horizon 2015, près de Loudun, un projet raffarinesque soutenu par Ségolène Royal.
Selon le conseil général de la Vienne, Center Parcs sera le deuxième poumon économique de la Vienne (le premier étant bien entendu le Futuroscope). Pas moins de 800 cottages et de 20 maisons dans les arbres, sur 264 hectares. Un projet offert sur un plateau au groupe leader en Europe « Pierre et Vacances », ce promoteur d'un tourisme bobo et haut de gamme qui se contentera de payer un loyer, tandis que la société d'économie mixte créée par le département s'endettera à hauteur de 68 millions d'euros sur vingt ans et que la Région se délestera de 13 millions. Evidemment, l'objectif avancé est l'emploi… Il est prévu le chiffre de 1 000 emplois pendant la période des travaux et de 600 en période d'exploitation (dont 80% de CDI). C'est à qui, parmi les élus et les décideurs, en rajoutera dans une euphorie démagogique. Or, nous savons bien qu'il n'en sera rien et que, lorsque le résultat sera palpable, on aura oublié les promesses et on constatera que la réalisation a coûté, comme d'habitude, plus cher que prévu. Mais, de toutes les façons, quels emplois ? Maintenance, ménage, restauration, accueil, autrement dit des emplois non seulement mal payés mais qui transforment les locaux en « domestiques » pour classes moyennes et supérieures. C'est sans doute ce que les socialistes appellent prendre dans la poche des riches pour donner aux pauvres !

Après la Planète aux crocodiles, l'Ile aux serpents et la Vallée des singes, il serait de bon goût, et certainement lucratif, de construire un « Rural Parc » (ou *Bouseux Parc*) où l'on reconstituerait la belle vie d'antan avec de réels autochtones sans emploi et ravis de ce *revival* à destination d'urbains métropolisés, exploités et bien sûr stressés, et à qui il serait nécessaire d'offrir de petite plages de décompression.

** se réjouir bruyament*

Civaux, toujours Civaux

Janvier 2012, un taux anormal de tritium[1] est détecté dans les nappes souterraines de la centrale de Civaux par l'ASN[2] (environ 68 fois plus que le taux maximum autorisé.) En cause, un problème d'étanchéité dans un réservoir d'entreposage d'effluents radioactifs (effluents qui, si ils correspondent après analyses aux normes radioactives imposées par l'ASN, qui se targue d'être le « gendarme du nucléaire », sont tout bonnement rejetés dans l'environnement).

Suite à cette découverte, EDF, sommé de résoudre ce problème d'étanchéité sous peine de poursuites, recolmate tant bien que mal les fissures du réservoir. Évidemment il est bien tard pour remédier à quoi que ce soit sachant que l'effluent radioactif en cause avait déjà infiltré les nappes phréatiques, celles-ci pourvoyant en eau potable le pays Châtelleraudais. Bien entendu, pour ce géant de l'énergie, il n'y aurait aucun risque pour la santé des riverains, ce que s'empresse d'approuver l'ASN qui déclare que cet événement «*n'a pas eu d'impact significatif sur l'environnement et la population riveraine*»[3].

Certains, n'étant pas de cet avis, ont décidé de porter l'affaire au Tribunal. Ce sont des associations locales membres de la C.L.I.[4] de Civaux : l'ACEVE, l'UFC Vienne, ainsi que Vienne Nature. Au niveau national le réseau Sortir du Nucléaire et France Nature se sont joints au dossier pour porter plainte.

À l'heure où nous écrivons, le parquet n'a toujours pas décidé si il donnerait suite à cette affaire et nous pouvons nous demander quelles suites pourraient être données sachant que le même scénario (en pire) s'est déjà produit a Golfech (Tarn-et-Garonne) où 450 litres d'effluents radioactifs avaient été rejetés dans l'environnement. Le parquet avait alors requis 2.000 euros (!) d'amende à l'encontre d'EDF qui avait finalement été relaxé en première instance.

1. Le tritium est un isotope radioactif de l'hydrogène. Il est, avec le carbone 14, l'un des éléments les plus rejetés dans l'environnement par l'industrie nucléaire. Le tritium lorsqu'il est ingéré par l'homme présente de graves risques pour la santé.

2. L'Autorité de Sûreté du Nucléaire français est une commission étatique chargée de surveiller l'activité du nucléaire en France.

3. http://www.actu-environnement.com/ae/news/nucleaire-centrale-Civaux-rejets-tritium-mise-en-demeure-EDF-ASN-14786.php4

4. Commission Locale d'Information. Présentes sur chaque centrale française les C.L.I. sont censées régenter l'activité des centrales nucléaires et sont composées d'associations écologistes, de représentants syndicaux, d'élus et d'acteurs économiques.

La prison tue

A l'image de notre ville bonhomme, la prison de la Pierre-Levée s'est fait une petite beauté. Mise en service en 1898 et vidée de ses derniers locataires en 2009, ses murs suintant la solitude et la douleur ont eu bien besoin d'un petit lifting pour accueillir ses nouveaux hôtes. En effet l'ancienne maison d'arrêt de Poitiers est dorénavant un centre de détention pour les peines aménagées et les peines en semi-liberté ; l'enceinte accueillera aussi le SPIP[1]. La grande et lourde porte d'entrée a été remplacé par une grille, une partie du mur d'enceinte a été détruite et remplacée par un grillage… Selon les dires de la NR[2] *« Toutes ces transformations témoignent de la part de l'administration pénitentiaire d'une volonté d'ouverture du site vers l'extérieur »*, c'est les taulards qui vont être content d'avoir une vue directe sur le Domino's pizza du coin à travers leurs tout nouveaux barreaux. Actuellement Poitiers change son image et voulait en finir avec cette prison austère, et lugubre, dorénavant la bonhommie poitevine s'exporte même en taule, il fait vraiment bon vivre à Grand Poitiers.

Malheureusement à quelques kilomètres de là - au sein du flamboyant centre pénitentiaire de Poitiers-Vivonne, ouvert depuis 3 ans et déjà surpeuplé (avec un taux d'occupation atteignant les 120%) - des gens meurent.

Le mardi 2 octobre 2012, un homme s'est pendu dans sa cellule, il ne cessait de se plaindre et de crier haut et fort qu'il allait *se foutre en l'air*. Cette « belle A.P.[3] » mise en valeur par la NR n'a rien trouvé de mieux à faire que de le laisser crever de désespoir dans sa geôle.

Dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 octobre 2012, un homme a tenté de se suicider en se tailladant les veines, il a ensuite foutu le feu à sa cellule. Il s'en est sorti et devra expliquer son geste devant la justice, il sera surement condamner à verser la somme des réparations de sa cellule.

Journaleux, psychiatres, responsables de l'AP mettent en évidence différentes causes : alcoolisme, fragilité psychologique, premier séjour en prison, … Ils oublient que la cause réelle de ces suicides en prison est la taule en elle-même, oui la prison tue et même dans notre ville bonhomme…

1. Services pénitentiaires d'insertion et de probation
2. La Nouvelle République
3. Administration pénitentiaire

Pour passer des messages de solidarité aux prisonniers de la maison d'arrêt de Niort et au centre pénitentiaire de Poitiers-Vivonne :

L'émission animée par le CRI, est diffusée sur Radio Accords le jeudi soir de 19 heures à 20 heures. Pendant l'émission, téléphonez au 05 49 60 63 63.

Des puces électroniques dans les livres

Depuis quelques mois, la médiathèque François Mitterrand s'est dotée de nouvelles bornes afin de gérer les prêts, les retours de bouquins ou bien les inventaires, de la plus en vogue des technologies d'identification de la décennie : à savoir les puces RFID (Radio Frequency Identification)

Qu'est-ce qu'on entend par RFID?

Nous n'allons pas trop rentrer dans le descriptif technique précis de cette [pas si] nouvelle technologie mais seulement quelques éléments de base, car certains le font beaucoup mieux que nous[1]. Nous pouvons dire, de manière générale, que c'est un système électronique d'identification et de mémorisation de données impliquant des radio-étiquettes (ou marqueurs), c'est-à-dire d'un circuit intégré (puce électronique) et d'une antenne. Il y a un lecteur muni d'une antenne également qui, par radiofréquence émet de l'énergie et enregistre les données de la puce. Cependant l'énergie dégagée dépend aussi de la puissance des bandes fréquence utilisées.

Ainsi, il existe plusieurs types d'étiquette : les «passives» dont le lecteur active l'énergie et capte les données de la puce et les «actives» munies «*d'une mini-pile qui les rend autonomes*» enregistrent les données.

Au départ, cette technologie fut, comme souvent, une application strictement militaire (volonté de la puissance de États dans le contrôle des populations dans la guerre contre le «terrorisme international»). Mais au fur et à mesure, les gouvernants et surtout les capitaines de l'industrie, y ont trouvé des moyens de contrôle efficaces : les êtres vivants pour les uns, les objets et autres marchandises pour les autres.

« Traçabilité » et Contrôle

Ainsi, dans le devenir-marchandise du monde dans lequel on vit, les animaux, les objets sont devenus tout naturellement une cible pour les puçages. Il suffit d'une crise sanitaire comme celle de la « vache folle », de la volonté de « rationaliser » les coupes drastiques dans les budgets des dispositifs de la main gauche de l'État ou encore une maximisation d'une production d'usine, pour que les administrateurs, experts et autres industriels incarnant le bio-pouvoir[2] et la puissance technologique en profitent pour imposer des normes. Ce qui nous prouve, encore une fois, que le contrôle est à géométrie variable, car nous remarquons que la transparence on ne la demande que très peu aux tenants de l'État et de l'économie capitaliste.

Le cas de la crise de la vache folle est frappant, bien qu'il fut une occasion de formuler une critique radicale du modèle de production alimentaire donc de l'industrie agroalimentaire et de ses puissants lobbys au niveau national et international, le scandale alimentaire a paradoxalement introduit une nouvelle notion : celle de la traçabilité (ou transparence) d'une chaîne alimentaire. Or, la traçabilité induit un contrôle de la marchandise et des travailleurs de la terre et des transports, comme c'est le cas pour les cagettes à légume des magasins de la famille Mulliez, Auchan. D'ailleurs celui-ci a copié la firme americaine numero 1 mondial de la grande distribution Wal-Mart qui dès 2003 a introduit la puce RFID dans ses supermarchés.

Au fur et à mesure, ce sont de plus en plus de pans de l'espace social qui sont attaqués. Et c'est dans le domaine de la culture que le puçage et l'idéologie qui va avec, sont en train d'être étendus. C'est cette même logique qui prévaut dans la mise en place de la puce RFID à la médiathèque de Poitiers.

Dans les bibliothèques...

Présentée comme le nouvel outil qui va changer la vie en facilitant le travailleur en bibliothèque, la puce RFID s'est installée dans les rayons de la médiathèque. Poitiers petit laboratoire du social-libéralisme n'échappe pas à la tendance depuis quelques années qui veut que les bibliothèques, notamment celle de l'UFR Sciences Humaines et Arts à l'Hôtel Fumé, et autres médiathèques municipales soient équipées par la société 3M en puces RFID. La technologie comme une aubaine afin de remplacer le travail des hommes par des machines, tel que l'affirmait Marx, du «travail mort» sur le «travail vivant», permettant de ne pas renouveler les postes et de gérer la masse salariale des travailleurs au sein de la médiathèque. La technologie comme une évidence, comme un progrès pour améliorer la traçabilité du livre ou bien lutter contre les vols. Et pourtant des travailleurs comme à Paris ont critiqué[3] cette technologie avec pertinence : des problèmes de gestion ; la cherté de l'installation et de la maintenance technique, de la nécessité de former

du personnel. De plus, nous pouvons également citer le gain de temps tout relatif par rapport à celui escompté, la surcharge de travail qui n'est plus alloué à d'autres tâches, la production de déchets électroniques source de pollution, les nuisances des champs électromagnétiques sur la santé des hommes et des animaux, etc

La formulation de ces critiques et leur mise en lumière par des collectifs et/ou associations semble cependant ne pas freiner la marche inexorable de cette technologie dans notre vie quotidienne et de son idéologie qui l'accompagne à savoir celle qui lie contrôle et marchandise pour le lucre*.

1. « *RFID : la police totale* » de Pièce et Main-d'œuvre, l'Echappée, 2008.

2. Type/Technique de pouvoir [ou de souveraineté] légitimé par la préservation et le contrôle de la vie, à savoir des corps individuels et des populations. Par exemple la période de l'interdiction de consommation d'alcool aux Etats-Unis (1919-1933) ou bien celle du cannabis en France encore aujourd'hui.

3. Texte syndical CGT et SUPAP-FSU de la direction des affaires culturelles de la ville de Paris, datant de 2008.

* Terme péjoratif pour désigner le profit, le gain.

Tous moutons, tous pucés !

Comme précisé dans l'article ci-contre, la RFID ne s'arrête pas aux objets, mais son champ d'action s'étend dorénavant aux animaux (en particulier les troupeaux) et dans certaines expérimentations aux hommes (aux USA par exemple, l'implantation de puces RFID à des clients de boîte de nuit afin de *simplifier les transactions financières* devient de plus en plus fréquente).

Mais revenons à nos moutons, après différentes épidémies, « vache folle », « fièvre aphteuse » décimant un grand nombre de troupeaux, la question de la traçabilité de la viande est mise sur le devant de la scène ; le puçage RFID des cheptels est évoqué. Plus particulièrement le fichage électronique des ovins, présenté par la commission européenne, est largement soutenu et appuyé par la FNO[1], un syndicat professionnel noyauté par la FNSEA[2]. À travers le fichage électronique, ils veulent remettre en avant la consommation d'ovins, sous couvert de la traçabilité qui est selon eux un gage de qualité. La viande ovine est donc suivie de l'agnelage jusqu'à l'abattoir, il s'agit d'un contrôle total des animaux et de leurs éleveurs. Les dérives scientifiques se font, d'ailleurs vite ressentir car en 2015 tous les mâles reproducteurs devront être certifiés génétiquement par des organismes agrées ou achetés directement dans des centres de sélection génétique.

Les premières expérimentations de puçage électronique sur les troupeaux ont été mis en place courant 2006 dans le Poitou-Charentes et dans le Limousin. Ces deux régions tests étaient chargées d'expérimenter la boucle RFID sur les ovins pour une durée de 6 mois, afin de pouvoir mettre en place le fichage généralisé des troupeaux en janvier 2008. Finalement c'est le 31 décembre 2009, que l'ensemble du cheptel ovin et caprin de la Communauté Européenne doit être identifié avec des puces RFID pour répondre aux exigences industrielles de « sécurité alimentaire ».

À partir du 1er juillet 2010, les éleveurs sont dans l'obligation de ficher électroniquement leur troupeau, sous couvert d'une meilleure traçabilité sanitaire de la viande et d'un meilleur confort pour les éleveurs. Les troupeaux n'étant pas équipés *(sic)* de boucle RFID seront conduits à l'abattoir.

Ce confort mis en exergue est vivement critiqué par les opposants à la boucle RFID, ils y voient un moyen de contrôle administratif supplémentaire pour les éleveurs et ils s'opposent à cette nouvelle extension du flicage généralisé. Dans certaines régions des comités de lutte contre le fichage électronique voient le jour. Les opposants voient à travers le fichage électronique leur perte d'indépendance face aux géants de l'agroalimentaire, leur intégration dans un monde industriel qu'ils ont toujours refusé, celui dans lequel les animaux et les hommes sont considérés comme des machines où seul le rendement est privilégié.

Les éleveurs s'opposent au fichage génétique des ovins, entrainant des expérimentations scientifiques visant à obtenir de nouvelles races *plus rentables et plus performantes.* Les éleveurs se battent encore contre ce flicage électronique qui les touchent eux et leur troupeau, mais la date ultimatum de l'obligation de fichage par la boucle RFID sur l'ensemble des cheptels ovins et caprins est prévu pour 2013.

1. Fédération Nationale Ovine
2. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

Quelques liens sur le sujet :

http://contrelepucage.free.fr/

http://contrelepucage.free.fr/spip.php?article7

Entretiens et textes d'éleveurs opposés au fichage électronique de leur troupeau :

http://rebellyon.info/En-lutte-contre-le-pucage.html

http://contrelepucage.free.fr/IMG/pdf/bremachines.pdf

Vertical :

1: **a/**Lieu où les animaux sont en cage.
b/ « La crise » pousse certains pays dedans
3: Même incarcérés on le reste
5: **a/** Collectif grenoblois traitant des nanotechnologies
b/ Certains y plongent, elle est considérée comme une tare dans notre société
6: Zone urbaine prioritaire
7: Se dit de quelque chose d'ancien, peut aussi être utilisé pour qualifier certaines méthodes policières
8: Ethnie minoritaire en Chine/ pronom personel
9: Ecrivain, poête, cinéaste assassiné en Italie
10: Impulsion électromagnétique
11: Mouvement d'opposition au TGV en italie
12: **a/** Radio-frequency identification
b/ État de nudité
14: Il régit malheuresement nos vies
16: Matons
18: Nos ennemis l'utilisent pour tenter de nous empécher d'agir
19: Notre-Dame-des-landes
20: Il est possible de le faire sur du verglas

Horizontal :

A: Zone à défendre
B: Les squatteurs le sont souvent
C: Objet parfois utile pour voler
E: 1/ Projet cher au premier ministre
2/ Individus se réappropriant la marchandise
F: Se dit d'une personne agissant par intérêt (souvent financier)
G: Force de la gendarmerie sévissant dans le maintien de l'ordre
H: Nouvelle figure du triptyque poitevin / il a durement réprimé le syndicat USTKE
J: Personnalité au charisme d'une huître / on peut y fumer de la beuh
L: 1/ Certains d'entre nous le malmène trop souvent
2/ Permet de connaître sa hauteur / s'utilise pour connaître la « qualité » scolaire
M: 1/ Dépôt au fond des bouteilles
2/ Elle nous pousse parfois à agir
N:1/ Ils luttent aux Asturies et en Afrique du Sud
2/ Formule familière pour exhorter, encourager
O: On la recherche souvent

LES MOTS QUAGOUILLES

																	P	M
G	Z	V	A	I	N	C	R	E	I	E	F	H	O	Y	W	B	U	F
Ç	B	A	P	G	S	R	E	I	S	S	I	U	H	T	G	D	N	H
V	A														P	E	C	N
G	R		O	E	M	S	I	L	A	D	N	A	V		Q	Q	H	O
X	R		S	F	G	R	A	P	H	S	U	T	O		U	A	L	I
E	I		F	M								M	L		A	C	I	T
D	C		L	N		P	J	I	L	W		O	D		G	A	N	A
K	A		I	T		D	Q	D	C	H		M	Ç		O	P	E	I
M	D		C	X		F	J		E	X		Y	N		U	I	R	R
A	E		A	Q		I	H		L	U		K	I		I	T	S	P
S	S		I	P		A	I					O	Y		L	A	F	O
S	E		L	J		H	O	Ç	M	G	S	F	I		L	L	P	R
A	C		L	Z		X	X	G	Ç	K	V	A	G		Y	P	R	P
C	R		E	V											E	K	I	X
R	S		D	Y	T	I	O	Y	M	T	X	O	X	X	A	C	S	E
E	Ç		F	G	A	O	R	G	A	N	I	S	E	S	H	I	E	K
Q	I																D	E
O	I	Ç	Y	O	L	C	D	D	R	E	P	R	E	S	S	I	O	N	Z
T	M	X	D	E	W	O	F	C	R	O	P	T	L	U	A	R	Y	A	F

EXPROPRIATION
PUNCHLINERS
FLICAILLE
BARRICADES
VANDALISME
GAV
CAPITAL
QUAGOUILLYEAH
AYRAULTPORC
DESIR
GRAPHS
REPRESSION
HUISSIERS
ORGANISES
MASSACRE
VAINCRE

Solution du numéro précédent :

	A_1	B_3	C_2	D_1	E_1	F_3	G_2	H_2
1	P	O	I	T	I	E	R	S
2	A		V	I	O	L	O	N
3	R	I	G	O	D	O	N	
4	A	R		N	E		A	S
5	N	A	N		E	L	L	E
6	O		U	E		A	D	N
7	I	M	I	T	E	R		E
8	A	T	T	A	R	D	E	S

Pour plus d'infos, nous contacter, nous envoyer vos remarques, insultes, propositions, articles, dessins, ...

« Qu'est-ce au juste que la nouvelle diffusée par la presse ? Un schéma préétabli chargé de susciter la pitié, l'indignation, le dégoût, l'envie ; un fait décomposé en ses parties abstraites, elles-mêmes distribuées selon les rubriques adéquates (la jeunesse, la délinquance, la violence, l'insécurité...). L'image, la photo, le style, construits et coordonnés selon des techniques combinatoires, constituent une sorte de distributeur automatique d'explications toutes faites et de sentiments contrôlés. »

RAOUL VANEIGEM
Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations

Plutot que de jeter ce journal, fais le tourner